



Canadian Council
for Refugees

Conseil canadien
pour les réfugiés

**Voix de la résistance : Façonner l'avenir des
travailleuses et travailleurs migrant.e.s:**

Rapport du Forum national des travailleuses.euses migrant.e.s

16 novembre 2025

Reconnaissance territoriale

Le Forum des travailleuses et travailleurs migrants s'est tenu sur le territoire du Traité n° 1 et la patrie nationale des Métis de la rivière Rouge, à Wiiniibak (Winnipeg), Manido Abi (Manitoba). Nous reconnaissons aussi qu'il s'agit des terres ancestrales des peuples Anishinaabeg, Anisininew, Ininiwak, Dakota Oyate et Michif (Métis). Ce territoire revêt également une importance particulière pour les Dénésulines et les Inuits, dont certains y vivent depuis des générations. Nous rendons hommage et exprimons notre gratitude à la Première Nation de Shoal Lake 40, située sur le territoire du Traité n° 3, d'où provient l'eau potable du centre de congrès.

Nous nous engageons à poursuivre un processus de la vérité et la réconciliation en tissant des liens avec les peuples originaires de cette terre et en valorisant les récits qui nous unissent.

Comité organisateur

Ce forum a été rendu possible grâce au soutien et à l'engagement des membres de son comité organisateur :

- **Jovana Blagovcanin**, Gestionnaire- volet Anti-trafic humain | FCJ Refugee Centre
- **Gabriel Allahdua**, Co-responsable | Migrant Worker Freedom Project
- **Edwin Silang**, Programme d'établissement des nouveaux arrivants | Catholic Social Services Alberta et co-président du Groupe de travail sur l'immigration et l'établissement du CCR
- **Shelly Gilbert**, Directrice générale | Legal Assistance Windsor et co-présidente du Groupe de travail sur l'immigration et l'établissement du CCR
- **Lauren Lallemand**, Co-Directrice exécutive | CCR
- **Basel Dakak**, Coordonateur des événements | CCR

Remerciements

Ce forum n'aurait pas été possible sans la générosité, la solidarité et l'engagement des personnes et des organisations qui l'ont soutenu et qui ont contribué à créer un espace où les travailleuses et travailleurs migrants peuvent faire entendre leur voix et exercer leur leadership.

Commanditaires

Nous adressons nos sincères remerciements à nos commanditaires pour leur généreux soutien et pour avoir contribué à rendre ce forum possible:

- Travailleurs et Travailleuses Unis de l'alimentation et du commerce (TUAC)
- Centre Mary Ward
- Université de Montréal (T Demmers)
- Global College (Université de Winnipeg)
- Sisters of St. Joseph of Toronto
- L'Église unie du Canada
- CCIS Alberta
- Canadian Centre to End Human Trafficking (CTEHT)
- Congrès du travail du Canada



Alliés

À nos alliés, merci de vous tenir aux côtés des travailleurs et travailleuses migrant.e.s, de renforcer nos efforts collectifs et de contribuer à un mouvement en faveur de la justice, de la dignité et des droits.

Travailleurs migrants

Nous tenons à exprimer notre gratitude aux travailleurs et travailleuses migrant.e.s qui ont partagé leurs expériences, leurs connaissances, leurs points de vue et leur leadership. Vos voix sont au cœur de ce forum et du mouvement pour la justice des migrants.

Organisations membres

Merci à nos organisations membres pour votre engagement, votre collaboration et votre soutien continu. Votre travail et votre action collective renforcent ce mouvement.

Bénévoles

Un grand merci à l'ensemble des bénévoles qui ont consacré leur temps, leur énergie et leur attention à la réalisation de ce forum. Votre dévouement et votre engagement ont été essentiel pour permettre à toutes et à tous de se réunir.

Introduction

Organisé par le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), en collaboration avec plusieurs organisations membres et alliés, le Forum national des travailleuses et travailleurs migrant.e.s, **«Voix de la résistance : Façonner l'avenir des travailleuses et travailleurs migrant.e.s»**, s'est déroulé le 16 novembre sur le campus de l'Université de Winnipeg.

À travers le Canada, les travailleuses et travailleurs migrants sont confrontés à de nombreux défis – conditions de travail dangereuses, politiques injustes et atteintes constantes à leur dignité et à leurs droits. Malgré ces obstacles, ils-elles continuent de lutter et de se mobiliser avec courage et détermination. Le Forum a permis de mettre en lumière la façon dont les travailleuses et travailleurs migrant.e.s s'organisent, résistent et bâtissent des liens de solidarité partout au pays. En plaçant leurs voix au cœur des discussions, cet événement a examiné les causes systémiques à l'origine de l'exploitation. Il a également créé un espace où les luttes sont partagées et les victoires célébrées.

Le Forum a eu lieu un dimanche afin de mieux répondre aux besoins des travailleurs migrants et de favoriser leur participation. Le déjeuner et le dîner étaient offerts afin de rendre l'événement plus accessible.

Objectifs

1. **Créer un espace d'action et de collaboration** afin de définir des priorités de plaidoyer en fonction du contexte politique et de renforcer stratégiquement les approches nationales et provinciales.
2. **Dénoncer les pratiques d'exploitation** dans le recrutement des travailleuses et travailleurs migrant.e.s et sur les lieux de travail, en exigeant des changements urgents par le biais de permis de travail ouverts, de protections renforcées et de voies d'accès à la résidence permanente.
3. **Définir les prochaines étapes** en vue d'une action durable et coordonnée entre les travailleurs et travailleuses migrant.e.s, les défenseurs de leurs droits et les organisations alliées.



Séance du matin

1. Mot d'ouverture

Gauri Sreenivasan (elle), codirectrice générale du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), a ouvert l'événement en prononçant un discours mobilisateur sur les conséquences négatives du projet de loi C-12, *Loi visant à renforcer le système d'immigration et la frontière du Canada*, pour les travailleurs migrants, les personnes demandeuses d'asile et les personnes migrantes. Ce projet de loi permet des expulsions sans audience ni recours, confère au ministre de l'Immigration des pouvoirs supplémentaires étendus pour annuler des titres de séjour sans procédure régulière, et restreint

l'accès à l'asile et aux audiences complètes en matière de statut de réfugié. Elle a souligné que de nombreuses coalitions de justice sociale et organisations communautaires, dont le CCR, ont pris clairement position sur cette question et a réitéré l'appel du CCR en faveur du retrait du projet de loi C-12.

Diana Gallego (elle), présidente du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), a ensuite pris la parole et a axé son intervention sur l'importance de l'unité et de la mobilisation collective pour contrer le discours anti-migrants qui prévaut actuellement au Canada et dans le monde entier. « Nous devons unir nos voix, car c'est en unissant nos voix que nous trouverons le moyen de mettre fin au sentiment anti-migrants qu'une minorité cherche à imposer. »

“

Nous devons unir nos voix, car c'est en les unissant que nous trouverons le moyen de mettre fin au sentiment anti-migrant qu'une minorité cherche à imposer.

-Diana Gallego, présidente du CCR

”

2 Tables rondes

a. Les leçons tirées des mouvements de résistance nationaux et internationaux

Danilo DeLeon (il), président de Migrant Canada, a ouvert cette première table ronde en racontant sa propre expérience de travailleur ayant subi des abus au Canada, puis son parcours en tant que défenseur des droits des travailleuses et travailleurs migrant.e.s. Son intervention, ancrée dans l'expérience de terrain de son organisation, a porté sur le système d'exploitation qui sous-tend le Programme des travailleurs étrangers

temporaires (PTET) et sur les différents acteurs qui contribuent aux abus, notamment les employeurs, les recruteurs et, plus particulièrement, certains consultants en immigration sans scrupules. Il a rappelé l'importante contribution des travailleurs migrants à l'économie et aux industries canadiennes, tout en dénonçant les politiques d'immigration, nouvelles comme existantes, qui les rendent de plus en plus vulnérables et les exposent davantage à l'exploitation, à la discrimination et aux abus. Il a insisté sur la nécessité de mieux reconnaître leur valeur et leur contribution en renforçant la protection de leurs droits.

Christopher Sorio(il), secrétaire de Migrant Canada, a commencé sa présentation par un survol historique de la réalité des travailleuses et travailleurs migrant.e.s au Canada afin de montrer l'importance de leur contribution au développement politique, économique et social du pays. Il a attiré l'attention sur une tendance préoccupante : la racialisation des politiques canadiennes, particulièrement des politiques d'immigration, qui contribue à accroître l'exploitation et les conditions de travail inéquitables auxquelles sont confrontés les travailleurs migrants, ainsi que les renvois effectués par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il a appelé à une mobilisation collective en faveur du changement, portée par la base, afin de mettre fin aux renvois injustes, à l'exploitation et aux injustices systémiques.

Gabriel Allahdua(il), est agent d'éducation et de mobilisation à l'Association pour les Droits des Travailleur-ses de Maison et de Ferme (DTMF). Il a lui-même travaillé pendant plusieurs années au Canada comme travailleur agricole migrant temporaire. La DTMF mène actuellement un recours collectif constitutionnel contre le gouvernement canadien afin de mettre fin aux permis de travail fermés imposés aux travailleuses et travailleurs migrants et d'obtenir réparation pour les préjudices subis. À l'échelle internationale, le Canada est présenté comme un pays accueillant, doté de politiques qui accordent une place importante aux droits de la personne. La réalité est toutefois bien différente pour les travailleurs migrants temporaires soumis au système des permis de travail fermés, qui les expose aux abus au travail et aux violations des droits de la personne.

De nombreuses actions et événements menés par le mouvement international des travailleurs migrants ont dénoncé les conditions de travail difficiles et les abus auxquels ces personnes sont confrontées, conséquences d'une exploitation systémique ancrée dans le système capitaliste.

Marisa Berry Méndez (elle) est responsable des campagnes à Amnesty internationale (Canada francophone). Son intervention a porté sur la campagne en faveur des permis de travail ouverts menée par Amnesty internationale, qui réclame l'abolition complète des permis de travail fermés, leur remplacement par des permis de travail ouverts ainsi qu'un meilleur accès à la résidence permanente pour les travailleurs migrants au Canada. En collaboration avec des organisations de la société civile, des organismes communautaires, des travailleuses et travailleurs migrants et des syndicats nationaux, Amnesty internationale dénonce le caractère exploiteur du Programme des travailleurs étrangers temporaires au Canada, qui crée des conditions propices à la discrimination systémique et aux abus. Les projets de loi C-12 et C-2 soulèvent de sérieuses préoccupations quant au renforcement de la protection des droits des travailleurs migrants, puisqu'ils font directement des personnes migrantes des boucs émissaires.

b. Les travailleuses et travailleurs au service des travailleuses et travailleurs

- **DeMacao au Canada – le parcours d'un travailleur Philippin**

Jmillson Santos (il) est un ancien travailleur migrant philippin arrivé au Canada rempli d'espoir et de confiance en l'avenir.

Malheureusement, alors qu'il travaillait dans un hôtel à Thompson, au Manitoba, il a été victime d'abus au travail. Avec d'autres de ses collègues, il a par la suite déposé des plaintes à Winnipeg auprès de la Commission canadienne des droits de la personne, de Workplace Safety & Prevention Services et de Service Canada.

Après des mois d'efforts soutenus et de nombreux obstacles, ils ont finalement obtenu justice. Ils ont eu gain de cause dans leur dossier en matière de travail, et la Commission canadienne des droits de la personne a ouvert un nouveau dossier contre l'hôtel. Jmillson Santos a encouragé les travailleurs et travailleuses migrant.e.s à prendre la parole et à défendre leurs droits.

- **Expérience syndicale auprès des travailleurs migrants – Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC)**

Santiago Escobar (il) est représentant national des TUAC. Il a présenté le vaste travail réalisé par le syndicat auprès des travailleurs et travailleuses migrants partout au pays, notamment via le centre de Leamington (centres pour travailleurs migrants), le plaidoyer en faveur de la syndicalisation des travailleurs migrants et des voies d'accès à la résidence permanente. Les TUAC militent également en faveur de l'élargissement du Programme pilote sur l'agroalimentaire, notamment au moyen d'une pétition en ligne.

- **Les dangers du secteur agricole – l'expérience du RATTMAQ**

Véronique Tessier (elle) est directrice générale adjointe du Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ). Le secteur agricole est l'un des secteurs les plus dangereux pour les travailleurs migrants. Au Québec, au cours des dix dernières années, plus de 40 travailleurs migrants sont décédés dans diverses circonstances. Parmi eux se trouvait Ottoniel Lares Batzibal, un travailleur agricole guatémaltèque décédé tragiquement au Québec en 2021 alors qu'il tentait de changer un pneu crevé sur un véhicule de l'entreprise. Son décès a mis en lumière certaines réalités souvent invisibles auxquelles sont confrontés les travailleurs migrants au Canada. La décision rendue par la Cour d'appel du Québec dans cette affaire constitue une avancée importante vers une meilleure reconnaissance des risques auxquels ces personnes sont exposées et du manque de protection dont elles disposent.

Séance de l'après-midi

Faits saillants des ateliers

Pour la dernière partie du Forum, les personnes participantes ont été réparties en petits groupes et invitées à prendre part à trois ateliers de réflexion. Ces ateliers leur ont permis de collaborer, de mettre en commun leur expertise et leurs expériences, d'échanger des idées de mobilisation et de tisser des liens.

1. Mise en contexte

- Partout au Canada, les travailleurs et travailleuses migrant.e.s sont de plus en plus ciblés par une violente rhétorique anti-immigration. Le manque de protections les rend également plus vulnérables aux abus en milieu de travail, notamment à l'intimidation, au harcèlement, à la violence physique et à l'exploitation financière. Lorsqu'ils tentent de dénoncer ces situations, ils se heurtent aussi à de nombreux obstacles.
- L'accès aux services constitue d'ailleurs un enjeu majeur pour les travailleuses et travailleurs migrants, particulièrement en matière de soins de santé et de services juridiques. La plupart dépendent d'assurances privées, tandis que les ressources juridiques gratuites demeurent limitées, notamment en raison du manque de financement public destiné aux services pour les personnes migrantes en situation précaire.

“

Même si mon travail me plaît et que j'accomplis mes tâches avec satisfaction, la façon dont je suis traité et les nouvelles politiques me maintiennent dans l'incertitude. Je me demande constamment : qu'est-ce qui va se passer demain? J'ai l'impression de ne pas avoir d'avenir!

-Un travailleur migrant participant du Manitoba

”

- Certains recruteurs et employeurs ont recours à des pratiques problématiques à l'égard des travailleurs étrangers temporaires, notamment en imposant des frais de recrutement et de logement élevés ou en leur faisant signer des contrats qui contreviennent aux normes du travail au Canada.
- Compte tenu du système d'exploitation associé aux permis de travail fermés et des politiques qui accroissent la précarité et la vulnérabilité des travailleurs migrants, le gouvernement canadien doit être tenu pour responsable, d'une part, de la réduction du financement de services publics pourtant essentiels; d'autre part, de l'adoption de politiques anti-immigration tout en augmentant les budgets consacrés à la défense et à la sécurité.

2. Accroître la visibilité de la lutte pour la justice

- Il est de plus en plus nécessaire de sensibiliser le public et les responsables politiques aux problèmes actuels des travailleurs et travailleuses migrant.e.s, à leurs luttes et aux violations de leurs droits de la personne, par le biais de stratégies de plaidoyer et de campagnes proposant des ateliers d'éducation et de sensibilisation.
- Il faut développer une approche intersectorielle de plaidoyer qui mobilise un plus grand nombre d'alliés, notamment les syndicats nationaux, les employeurs qui adoptent de bonnes pratiques, les responsables politiques locaux et nationaux, les organismes locaux d'établissement ainsi que les travailleurs migrants eux-mêmes.
- Il faut créer, partout au pays, des espaces sûrs où les travailleuses et travailleurs migrants peuvent prendre la parole, partager leurs expériences et s'organiser à l'échelle nationale par le biais d'un forum éducatif consacré aux migrants.

“

Quand on regarde les politiques canadiennes d'immigration concernant les travailleurs étrangers temporaires, on a l'impression qu'elles obéissent à une logique de “politiques au service du profit.”

-Stacy Gomez, Centre for Migrant Worker Rights, Nouvelle-Écosse

”

3. Des idées à l'action

- Organiser une Journée nationale d'action pour les droits des travailleuses et travailleurs migrants au Canada afin de susciter une mobilisation d'envergure.
- Élaborer une stratégie de communication et de relations avec les médias afin d'accroître la visibilité des luttes menées par les travailleurs migrants et de contrer le discours anti-immigrant.
- Élaborer une stratégie visant à accroître le financement disponible afin de soutenir des activités de plaidoyer et de mobilisation efficaces et durables.

Conclusion

1. Élaborer une stratégie de plaidoyer à plusieurs niveaux, assortie d'une solide approche de communication politique : cette stratégie viserait à remettre en question les politiques d'immigration actuelles et nouvelles, à renforcer la campagne en faveur des permis de travail ouverts et à éliminer les obstacles qui limitent l'accès des travailleurs migrants à des services essentiels, notamment aux soins de santé, à un logement convenable et aux services juridiques. Ce travail de plaidoyer doit être mené en collaboration avec un vaste réseau d'alliés, notamment des organisations de personnes migrantes, des syndicats nationaux, des employeurs responsables, des responsables politiques locaux et nationaux, des organismes locaux d'établissement et diverses organisations de la société civile.
2. Mettre sur pied des ateliers éducatifs et des campagnes portant sur les enjeux auxquels font face les travailleurs et travailleuses migrant.e.s, et organiser une Journée nationale d'action pour les travailleurs migrants : ces initiatives auraient des objectifs précis, notamment sensibiliser le public et offrir des formations sur les droits de la personne et la législation canadienne du travail.
3. Des voies d'accès efficaces à la résidence permanente : effectuer une analyse approfondie des voies d'accès légales, efficaces et accessibles à la résidence permanente pour les travailleurs et travailleuses migrant.e.s.

Merci



Informations de contact:

Justine Chénier, Gestionnaire du plaidoyer et des politiques (CCR):
jchenier@ccrweb.ca

Gabriel Allahdua, Co-Responsable (Comité pour les migrant.e.s précaires et exploité.e.s) gabriel.allahdua@dtmf-rhfw.org

Paola Carmagiani, Co-Responsable par *intérim* (Comité pour les migrant.e.s précaires et exploité.e.s) pcarmagnani@ccteht.ca

Média Sociaux:

Facebook: www.facebook.com/people/Open-Work-Permits-Now/100086293766624/

Instagram: www.instagram.com/openworkpermitsnow/

Twitter: www.x.com/OpenWorkPermits